



INF'eau
Piscine et Spa

Juin 2015

Sommaire

INF'EAU DU MOIS

Sécurité : Professionnels, adoptez le bon discours !

INF'EAU ADHÉRENTS

10^{ème} anniversaire des Trophées de la piscine

INF'EAU JURIDIQUES

Le contrat à tacite reconduction : pour une meilleure relation avec son client

INF'EAU NORMES

Focus sur les règles de tolérance de construction

FOCUS WEB

La FPP et les réseaux sociaux : Rejoignez-nous !

Agenda juin

les commissions et réunions :

10
juin

Commission Développement Durable

12
juin

Commission MAF MOF

17
juin

Commission HSE

18
juin

Commission HSE électrolyseur

24
juin

Commission Spa

les réunions de normalisation :

4
juin

Comité d'orientation stratégique Sports et Loisirs AFNOR à Saint Denis (93)

Le chiffre du mois



C'est le nombre de nouveaux établissements de formation qui ouvriront à la rentrée de septembre 2015.

Retrouvez-nous sur www.propiscines.fr



Sécurité : Professionnels, adoptez le bon discours !



L'été arrive et la Fédération des Professionnels de la Piscine tient à rappeler quelques règles élémentaires de prudence et de sécurité pour profiter pleinement du bonheur de la piscine avec les enfants. La vigilance d'un adulte responsable est indispensable, en complément de la bonne utilisation et de la bonne installation d'un dispositif de sécurité conforme aux normes. L'application de ces règles permet à la piscine de rester l'endroit le plus sûr pour se baigner : 90% des noyades ont lieu dans un autre point d'eau que la piscine. L'engagement commun des pouvoirs publics et des professionnels de la FPP a porté ses fruits : en 2014, on a déploré 8 décès d'enfants par noyade en France pour 1 760 000 piscines privées (alors qu'en 2000, il s'élevait à 32 pour 728 000 bassins). Grâce aux efforts conjugués des pouvoirs publics et de la FPP, le nombre de noyades d'enfants de moins de 5 ans a ainsi été divisé par 9 en 14 ans.

Retrouvez les conseils à prodiguer pour une baignade en toute sécurité sur le dernier communiqué de presse de la FPP [ICI](#).

Inf'eau adhérents : Lancement de la 10^{ème} édition des Trophées de la piscine

La FPP est heureuse de vous annoncer le lancement de la 10^{ème} édition des Trophées de la Piscine.

La FPP a décidé de valoriser les différentes innovations des professionnels du secteur de la piscine et du spa et de les faire connaître auprès du grand public et des médias à travers les **Trophées de la piscine 2015**. Cette année, les Trophées comportent

- **13 catégories (jugées par un jury de journalistes)**

CATÉGORIE PISCINE FAMILIALE DE FORME LIBRE (récompensant la réalisation d'une piscine de forme libre particulièrement destinée à un usage familial)

CATÉGORIE PISCINE FAMILIALE DE FORME ANGULAIRE (récompensant la réalisation d'une piscine de forme angulaire particulièrement destinée à un usage familial)

CATÉGORIE PISCINE CITADINE INFÉRIEURE À 30 M² DE FORME LIBRE (récompensant la réalisation d'une piscine citadine de moins de 30m² de forme libre)

CATÉGORIE PISCINE CITADINE INFÉRIEURE À 30 M² DE FORME ANGULAIRE (récompensant la réalisation d'une piscine citadine de moins de 30m² de forme angulaire)

CATÉGORIE PISCINE INSTALLÉE PAR UN PARTICULIER (pour la réalisation d'une piscine particulièrement réussie et montée par un particulier)

CATÉGORIE RÉNOVATION DE PISCINE (récompensant une rénovation de piscine particulièrement réussie)

CATÉGORIE PISCINE D'EXCEPTION (récompensant la réalisation d'une piscine particulièrement exceptionnelle)

CATÉGORIE PISCINE INTÉRIEURE (pour la réalisation d'une piscine intérieure particulièrement bien intégrée dans son environnement)

CATÉGORIE PISCINE DE NUIT (récompensant une piscine particulièrement bien mise en valeur par des équipements de nuit)

CATÉGORIE INNOVATION ACCESSOIRES, PROCÉDÉS OU ÉQUIPEMENTS TECHNIQUES DE CONSTRUCTION (pour la création d'un produit, d'un accessoire, d'un équipement ou d'une technique de construction dans l'univers de la piscine, du spa, du sauna et du hammam qui facilite la construction, l'entretien ou l'utilisation)

CATÉGORIE ABRIS DE PISCINE OU DE SPA (pour la réalisation esthétique ou innovante d'abris de piscine ou de SPA)

CATÉGORIE DÉVELOPPEMENT DURABLE (pour un produit, un accessoire, une technique de construction ou une initiative contribuant particulièrement au respect de l'environnement dans le cadre de l'activité piscine)

CATÉGORIE SPA (pour une réalisation particulièrement esthétique ou innovante dans l'univers du SPA)

- **1 catégorie Prix des internautes.**

Comment s'inscrire ?

Le concours est réservé aux membres actifs de la FPP pour leurs réalisations postérieures au mois de septembre 2011. Il suffit de **télécharger le bulletin [ICI](#), puis de le compléter et de le retourner par courrier à ADOCOM** - Les trophées de la piscine - 11 rue du chemin vert 75011 PARIS.

Pour toute demande d'informations, vous pouvez contacter ADOCOM au 01.48.05.1900, ou par email adocom@adocom.fr en précisant dans l'objet du mail Trophées de la Piscine. Nous vous invitons vivement à participer à cette 10^{ème} édition et n'oubliez pas que les lauréats seront également sélectionnés pour les EUSA Awards de 2016. RDV à notre prochaine conférence de presse du 5 novembre ! ;



LE CONTRAT À RECONDUCTION TACITE...ATTENTION LA REGLEMENTATION EST STRICTE !!

Vos contrats d'entretien peuvent être concernés.

DE QUOI S'AGIT-IL ?

Un contrat tacitement reconductible est un contrat reconduit automatiquement lorsque sa date d'échéance est atteinte (le plus souvent, d'une année sur l'autre) sans que les parties contractantes en manifestent expressément l'intention (contrat d'entretien d'une piscine, d'un appareil de chauffage... etc.).

Ainsi, vos contrats peuvent-ils stipuler les conditions d'un renouvellement tacite en fin de chaque période.

Jusqu'au 3 janvier 2008, les conditions contractuelles du renouvellement tacite, prévoyant généralement la possibilité pour les parties, de faire échec au renouvellement moyennant le respect d'un délai de prévenance (le préavis) généralement compris entre 1 et 3 mois précédant la date d'échéance du contrat étaient parfaitement opposable.

En pratique, faute pour le client d'avoir notifié son intention (LR/AR) au prestataire dans le délai de préavis, il se trouvait engagé pour une année supplémentaire.

Depuis la loi du 3 janvier 2008, dite Loi CHATEL, le régime de la tacite reconduction des contrats de prestations de services conclus au profit des particuliers (mais également des syndicats de copropriétés et des associations sans but lucratif) obéit à des règles strictes qui conditionnent la validité du renouvellement.

Ces règles imposent au professionnel d'**informer le consommateur** de sa possibilité de ne pas reconduire un contrat tacitement reconductible. Cette information doit avoir lieu pendant les **trois derniers mois précédents la date de reconduction** du contrat (art L136-I du Code de la consommation)

Dès lors, à défaut d'information de la part du professionnel, le consommateur pourra, sans pénalité, mettre un terme au contrat à compter de la date prévue pour sa reconduction. Le prestataire devra alors lui **rembourser, dans un délai de 30 jours, les sommes perçues** correspondant à la période comprise entre la date d'échéance du renouvellement et la demande de résiliation.

RECOMMANDATION : MISE EN HARMONIE DU CONTRAT AVEC LA CHRONOLOGIE PRÉVUE PAR LA LOI DU 3 JANVIER 2008.

• Le principe

Le client étant généralement astreint au respect d'un **préavis** (compris entre 1 et 3 mois selon le contrat), l'**information** doit lui être adressée **au minimum 1 mois, au maximum 3 mois, avant la date de dépassement de la période de préavis**.

Ainsi, prenons l'exemple d'un contrat d'entretien conclu pour une période comprise entre le 01/01 au 31/12 qui imposerait au client, désireux de s'opposer au renouvellement, le respect d'un préavis de 3 mois. L'échéance du préavis de 3 mois en vue de résilier et faire échec au renouvellement sera donc fixée au 30 septembre. Dans cette hypothèse, le courrier d'information sur les conditions de non-renouvellement doit donc être adressé au client au plus tôt après le 30 juin (3 mois avant l'échéance du préavis) et au plus tard avant le 31 août (1 mois avant l'échéance du préavis).

• La pratique

Dans ces conditions, il semble, en matière de tacite reconduction, que **le principe du délai de préavis** (imposé au client qui souhaite dénoncer son contrat) **ne se justifie plus**. En effet, depuis la loi du 3 janvier 2008, le client n'est plus seul à supporter les contraintes chronologiques liées au préavis.

Aussi, afin de simplifier la gestion du renouvellement d'un contrat d'entretien annuel, je suggère quelques modifications pratiques dont notamment :

1. Aligner, si ce n'est pas le cas, la fin de la première période **sur la fin de l'année civile**.
2. Prévoir la reconduction tacite par période de 12 mois à compter du 01/01 pour se terminer le 31/12 de chaque année.
3. Supprimer l'éventuel délai de préavis imposé au client qui souhaite faire échec au renouvellement.
4. Prévoir que le non renouvellement, pour être opposable au prestataire, devra faire l'objet d'une notification (LR) adressée par le client avant la date d'échéance du contrat (c'est-à-dire avant le 31/12 de chaque année).

../..

Le but étant de faire coïncider les dates entre-elles (la date d'échéance du contrat / la date limite autorisant le rejet de la reconduction / la date de fin de l'année civile). **Le 31/12 étant alors la seule échéance à retenir pour le calcul du délai d'information** (< 3 mois et > 1 mois avant le 31/12).

De cette manière, l'obligation d'information qui incombe au prestataire (sur la possibilité de ne pas reconduire le contrat, prévue par L 136-I Code conso) serait plus facile à mettre en œuvre dans la mesure où il suffirait d'adresser **le même courrier (LR) à la même date (soit entre le 30/09 et le 30/11 de chaque année) à tous les clients** ayant souscrit un contrat d'entretien.

ALTERNATIVE AU CONTRAT RENOUVELABLE PAR TACITE RECONDUCTION : LA CONVENTION À DURÉE INDÉTERMINÉE

- **Le principe**

Le but est de **réduire le formalisme** exigé par la reconduction tacite, l'inconvénient étant de **rendre certaines projections économiques plus aléatoires**, dès lors que le client conserve la faculté de résilier à n'importe quel moment de la période (moyennant le respect du préavis) en lieu et place d'un engagement à durée fixe.

- **La pratique**

Il s'agit de ne pas fixer la durée du contrat en précisant qu'il **perpétuera ses effets dans le temps jusqu'à ce que l'une des parties décide d'y mettre un terme** (à n'importe quel moment moyennant le respect d'une période de **préavis raisonnable**).

Dans cette hypothèse le risque, très improbable, serait que la durée indéfinie puisse être considérée comme abusive. A ce sujet, le décret n° 2009-302 du 20 mars 2009 qui recense les clauses abusives, nous précise qu'il est présumé comme abusif et interdit, le fait, notamment, de :

- Reconnaître au professionnel le droit de résilier discrétionnairement le contrat, sans reconnaître le même droit au non-professionnel ou au consommateur ;
- Réserver au professionnel le droit de modifier unilatéralement les clauses du contrat relatives à sa durée, aux caractéristiques ou au prix du bien à livrer ou du service à rendre ;
- Soumettre, dans les contrats à durée indéterminée, la résiliation à un délai de préavis plus long pour le non-professionnel ou le consommateur que pour le professionnel ;
- Subordonner, dans les contrats à durée indéterminée, la résiliation par le non-professionnel ou par le consommateur au versement d'une indemnité au profit du professionnel ;

Les termes du contrat à durée indéterminée seront donc respectueux de ces dispositions. Par contre, n'oubliez pas de prévoir une clause d'indexation tarifaire adaptée afin de pouvoir réviser le prix à la date anniversaire.



Pour plus de détails sur les prescriptions à respecter, vous pouvez consulter notre espace adhérent - rubrique juridique.



Focus sur les règles de tolérance : Accord AFNOR AC P90-321

L'accord AFNOR AC P90-321 traite des règles générales de tolérances de cotes et d'aspect sur les bassins et margelles de piscines. Ce document est quotidiennement utilisé par les adhérents car il permet très souvent de justifier que la piscine a été construite dans les règles de l'art. Il est disponible en libre téléchargement pour vous adhérents de la FPP sur votre espace adhérent.

La version en vigueur est celle de Mars 2011. Cet accord est disponible dans la rubrique technique de l'espace adhérent du site internet de la fédération.

Ce document se décline de la manière suivante :

- | | |
|---|--|
| <ul style="list-style-type: none">1. DOMAINE D'APPLICATION2. RÉFÉRENCES NORMATIVES3. TERMES ET DÉFINITIONS4. BASSINS (TOLÉRANCES DIMENSIONNELLES)<ul style="list-style-type: none">• 4.1 Généralités• 4.2 Ecart de planimétrie• 4.3 Ecart de profondeur de la structure• 4.4 Ecart de planéité horizontale• 4.5 Ecart de niveau tolérés• 4.6 Tolérance altimétrique | <ul style="list-style-type: none">5. MARGELLES PRÉFABRIQUÉES6. RACCORDEMENT RÉSEAU HYDRAULIQUE7. ALIMENTATION ÉLECTRIQUE8. SUPPORTS D'ÉLÉMENTS DE FINITION ET POSE DE FINITION PÉRIPHÉRIQUEBIBLIOGRAPHIE |
|---|--|

Parmi les nombreuses thématiques abordées (voir ci-dessus), voici quelques morceaux choisis.

- **Au niveau des écarts de planimétrie :**

- largeur ou longueur de la piscine inférieure ou égale à 5m : 1 cm pour 100 cm (valeur maximum de 3 cm)
- longueur ou largeur de la piscine supérieure à 5m : 1 cm pour 100 cm (valeur maximum 5 cm)
- différence entre les diagonales : 0.5cm pour 100 cm

- **Concernant les écarts de profondeur de la structure:**

- profondeur inférieure ou égale à 1m25 : ± 3 cm
- profondeur supérieure à 1m25 et inférieure ou égale à 1m65: ± 5 cm
- profondeur supérieure à 1m65 : ± 8 cm

- **Au sujet de la déperdition d'eau (hors évaporation et utilisation) :**

Il est admis un abaissement du niveau de plan d'eau n'excédant pas 1 cm sur une durée de 72 h.

Pour de plus amples informations, il faut se référer à l'accord AC P 90-321 disponible sur votre espace adhérent ou en cliquant [ici](#).

Il nous ont rejoints ...



Centre de formation de PIERRELATTE (26)
Ligne d'eau SASU (34)
Malou Piscines EURL (36)

FOCUS

WEB

N'oubliez pas la FPP est aussi présente sur les réseaux sociaux - Rejoignez-nous !



Régulièrement mise à jour, **la page Facebook des Propiscines** est dédiée à l'actualité de la FPP et des adhérents Propiscines. Quelques «facebook Ads» (publicités qui renverront vers la page) seront mises en place au fur et à mesure pour augmenter la visibilité de la page sur les réseaux sociaux. N'hésitez pas à nous rejoindre sur Facebook en cliquant [ICI](#) et à relayer nos actus.



La FPP s'est également lancée sur le réseau de micro-blogging ! Le **compte Twitter** est dédié à la diffusion des actualités de la FPP.

Devenez follower de la FPP [ICI](#).



Enfin, les piscines ont désormais un **blog** qui leur est entièrement dédié ! La Fédération a mis en ligne ce nouvel espace web pour tout savoir sur les piscines, avec un accès à toutes les dernières informations actualisées du marché : nouveaux produits, conseils d'entretien, informations sur l'installation, événements liés aux piscines, etc. Rendez-vous [ICI](#).



La FPP

**vous souhaite
un bon été et vous
donne rendez-vous
tout l'été sur**

www.propiscines.fr

Contactez-nous :

Si vous avez des questions sur un des points traités dans cette newsletter, n'hésitez pas à nous contacter :

contact@propiscines.fr

Retrouvez-nous sur www.propiscines.fr